

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

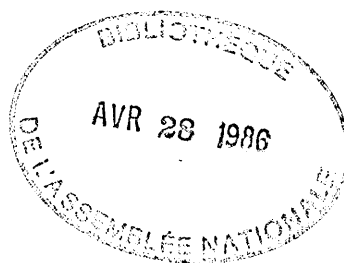
TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 208
(Privé)

Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu de Lévis

Présentation

Présenté par
M. Jean Garon
Député de Lévis



Éditeur officiel du Québec
1986

Projet de loi 208

(Privé)

Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu de Lévis

ATTENDU que l'Hôtel-Dieu de Lévis est une corporation constituée par le chapitre 152 des lois de 1954-1955, modifié par le chapitre 115 des lois de 1964;

Qu'en vertu de sa charte l'Hôtel-Dieu de Lévis n'a pas le pouvoir d'acquérir, établir, posséder, maintenir, administrer et gérer un centre d'accueil et qu'il y a lieu que ce pouvoir lui soit accordé;

Qu'il convient d'abroger dans sa charte certaines dispositions relatives à des pratiques qui n'ont plus cours;

Que le visiteur de la corporation l'a autorisée à faire la présente demande;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 4 de la Loi constituant en corporation l'Hôtel-Dieu de Lévis (1954-1955, chapitre 152), remplacé par l'article 1 du chapitre 115 des lois de 1964, est remplacé par le suivant:

«**4.** La corporation a pour objet d'acquérir, établir, posséder, maintenir, administrer et gérer un hôpital et un centre d'accueil. ».

2. L'article 5 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant:

«d) acquérir, établir, posséder, maintenir, administrer et gérer un hôpital et un centre d'accueil;».

3. L'article 7 de cette loi est abrogé.

4. L'article 10 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **10.** L'hôpital et le centre d'accueil sont administrés par un conseil d'administration formé conformément aux dispositions applicables à un conseil d'administration d'un centre hospitalier en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5); ce conseil en exerce tous les pouvoirs. ».

6. Les articles 12, 13 et 14 de cette loi sont abrogés.

7. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).